
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture,
de l'agro-alimentaire et de
la souveraineté alimentaire

Avis relatif à l'extension de l'accord interprofessionnel 2026-2027 d'Interloire jusqu'au 31 juillet 2027.

L'accord interprofessionnel du 15 décembre 2025 et ses six modèles de contrat d'achat conclus dans le cadre d'InterLoire sont étendus jusqu'au 31 juillet 2027 par arrêté interministériel du 4 septembre 2026 publié au *Journal officiel* de la République française le 6 septembre 2026 (AGRT2610570A) à l'exception :

- du premier alinéa de l'article III-2 sauf en ce qu'il fixe une condition du bénéfice des délais de paiement dérogatoire des articles IV-2 et IV-3 ;
- du titre IX « Dénomination géographique Loire ».

En ce qui concerne l'accord interprofessionnel.

- de la mention « durée minimale de 3 campagnes vitivinicoles successives » figurant dans les clauses « durée du contrat » des modèles de contrat d'achat en propriété pluriannuel en raisins et moûts, contrat d'achat en propriété pluriannuel Vin conditionné et contrat d'achat en propriété pluriannuel Vin vrac.

En ce qui concerne les modèles de contrat.

**ACCORD INTERPROFESSIONNEL
DE L'INTERPROFESSION DES VINS DE LOIRE**

INTERLOIRE

1^{ER} AOUT 2026 – 31 JUILLET 2027

Les dispositions suivantes de l'Accord Interprofessionnel adopté par l'Assemblée Générale du 15 Décembre 2025, réunie conformément aux Statuts de l'Interprofession des vins de Loire, ci-après dénommée « InterLoire », sont applicables, dans l'aire de production ou à partir de l'aire de production, à tous les professionnels qui produisent et commercialisent des vins à Indication Géographique Protégée et Appellation d'Origine Protégée (ci-après nommées « IGP » et « AOP ») produits sur le bassin Loire relevant de la compétence d'InterLoire (cf. liste des IGP et AOP annexée au présent Accord) du 1^{er} août 2026 au 31 juillet 2027.

TITRE I - DEFINITION - OBJET

Article I – 1 : Cadre Juridique de l'Accord

Le présent Accord est conclu dans le cadre d'InterLoire conformément notamment aux dispositions du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles (ci-après « Règlement OCM unique ») et des articles L632-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ou toute autre disposition s'y substituant.

Article I – 2 : Mesures mises en œuvre

InterLoire a pour objet d'exercer toute mission, décidée par ses professionnels, et notamment d'assurer :

1. La connaissance économique de la filière viti-vinicole ;
2. La connaissance économique de l'offre et de la demande des produits sur lesquels elle exerce sa compétence ;
3. L'adaptation et la régularisation de l'offre des produits sur lesquels elle exerce sa compétence ;
4. La connaissance des marchés et de la commercialisation des produits sur lesquels elle exerce sa compétence ;
5. La mise en œuvre de règles de commercialisation et de délais de paiement ;
6. L'amélioration de la qualité des produits sur lesquels elle exerce sa compétence ;
7. La défense, la protection et la promotion des produits à IGP et AOP sur lesquels elle exerce sa compétence, sur les marchés intérieur et extérieur ;
8. Tout autre objet prévu et conforme à l'article 157 du Règlement (UE) n°1308/2013 (ou toute autre disposition s'y substituant).

J. F.
a

TITRE II - CONNAISSANCE STATISTIQUE DU MARCHÉ

Article II – 1 : Connaissance des stocks

Les vignerons, caves coopératives et négociants situés dans l'aire définie au préambule du présent Accord fournissent à InterLoire, par la transmission des données économiques du ressort d'InterLoire issues de leur déclaration récapitulative mensuelle (ci-après dénommée DRM) du mois d'août ou de leur déclaration récapitulative annuelle (ci-après dénommée DRA), un état des stocks à la propriété qu'ils détiennent au 31 juillet précédent.

Les négociants non-vinificateurs, qui ne télédeclarent pas les données économiques issues de leurs DRM sur le portail d'InterLoire www.vinsdeloire.pro, non encore en capacité technique de remplir les obligations du paragraphe 1 du présent article, fournissent pour le 31 mars et le 31 août un état de leurs stocks de vins au dernier jour du mois précédent, selon un formulaire établi par l'interprofession.

Ces déclarations doivent être complètes et détaillées par produit (cf. liste des IGP et AOP en annexe).

Article II – 2 : Connaissance des sorties de chais et des mises en marché

Les informations dont InterLoire doit disposer pour atteindre les objectifs au titre desquels elle a été reconnue, et celles nécessaires à l'établissement et à l'appel des cotisations permettant leur financement prévu au présent Accord, telles que visées dans le règlement communautaire n°1308/2013 du 17 décembre 2013 portant OCM unique et aux articles L632-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ou toute disposition s'y substituant, sont, par produit et par couleur :

- les stocks de début et de fin de mois,
- les différents mouvements d'entrées et de sorties,
- pour chaque enlèvement correspondant à une vente au négoce, il doit être précisé le numéro d'enregistrement du contrat d'achat en propriété et le volume enlevé,
- pour les exportations, il doit être précisé le pays de destination.

Dans le cadre de la déclaration obligatoire de la DRM sous format électronique, l'entrepporteur agréé disposant d'un numéro de CVI saisit ou transmet préalablement sur le site d'InterLoire (www.vinsdeloire.pro) les informations dites économiques, avant le 10 de chaque mois. Il déclare également ses autres produits. Ces informations sont ensuite transmises par l'interprofession, au plus tard le 10 de chaque mois, à la DGDDI via l'application de « Ciel » en vue de permettre la déclaration et le paiement des droits par l'opérateur.

La DGDDI, une fois la déclaration réalisée et enregistrée sur Ciel, transmet à InterLoire les informations économiques de l'opérateur concerné.

Le portail interprofessionnel www.vinsdeloire.pro permet l'enregistrement des données économiques de la DRM du ressort d'InterLoire. InterLoire s'engage à ne pas utiliser, stocker ou traiter les données relatives aux produits ne relevant pas de son champ de compétence.

Pour les entrepositaires agréés communs à InterLoire et au Bureau Interprofessionnel des Vins du Centre (ci-après « BIVC ») qui font cette déclaration dématérialisée sur le portail

interprofessionnel du BIVC, les informations économiques sont transmises dans les mêmes conditions au portail « Ciel ». Par application de la convention relative à la gestion des données économiques issues des opérateurs communs signée le 24 octobre 2017 entre InterLoire et le BIVC, ces données économiques sont ensuite transmises par le BIVC à InterLoire.

Article II – 3 : Connaissance des exportations

Sur les DAE, l'AOP ou IGP est obligatoirement renseignée (cf. liste des IGP et AOP en annexe).

Article II – 4 : Connaissance des enlèvements des contrats de raisins et moûts

Les négociants vinificateurs transmettent à InterLoire la copie ou une édition de la déclaration de production au plus tard le 15 janvier de l'année suivant la récolte.

Cette transmission peut s'effectuer par courrier électronique, sous format CSV ou Excel, auprès du service Economie et Etudes d'InterLoire ou via le portail d'InterLoire www.vinsdeloire.pro dans le cadre de la Déclaration de Revendication en ligne.

Article II – 5 : Connaissance de l'état du vignoble

La DGDDI transmet annuellement à InterLoire l'extraction des sous-parcelles du cadastre viticole informatisé (CVI) plantées au 31 juillet, renseignées avec un produit susceptible d'être revendiqué du ressort d'InterLoire.

Le traitement des données issues des CVI est réalisé dans le cadre des missions de connaissance économique de l'offre et d'adaptation et régularisation de l'offre des produits sur lesquels elle exerce sa compétence et ne font pas l'objet de traitement individuel.

Article II – 6 : Confidentialité des données

Les exemplaires des contrats, des données économiques des DRM ou des DRA, des déclarations de stocks, des déclarations de production et des DREV fournis par les opérateurs, conservent un caractère confidentiel. Pour leur exploitation, InterLoire est soumis au secret professionnel. Seul un nombre limité de permanents désignés par la Secrétaire Générale d'InterLoire est habilité à saisir les données et à accéder aux dossiers individuels, ils ne doivent en aucun cas être communiqués à des tiers.

Ces dispositions figurent expressément dans le contrat de travail de ces personnels.

TITRE III - CONTRATS INTERPROFESSIONNELS

Article III – 1 : Contrat ponctuel d'achat en propriété : connaissance des transactions au négoce – marchandises circulant en suspension de droits d'accise

Les transactions au négoce au départ de la propriété portant sur des AOP et IGP relevant du périmètre d'InterLoire sont enregistrées par voie électronique sur le site internet www.vinsdeloire.pro et donnent lieu, avant enlèvement, à l'établissement d'un contrat de vente écrit comportant au moins toutes les clauses obligatoires énumérées au III de l'article L631-24 du code rural et de la pêche maritime, telles que mises à disposition dans le contrat ponctuel d'achat en propriété annexé au présent accord. La conclusion du contrat est précédée d'une proposition du producteur.

Le contrat doit être obligatoirement revêtu des signatures de l'acheteur et du vendeur ou de leurs représentants dûment mandatés.

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du contrat.

Les délais de paiement du contrat sont conformes aux dispositions prévues au Titre IV du présent Accord.

Lorsque la référence à une transaction de vin biologique est renseignée sur le contrat, le vendeur s'engage à fournir à l'acheteur la copie de l'attestation de certification en agriculture biologique.

Le vendeur s'engage à transmettre à l'acheteur la liste des ingrédients présents dans les lots, conformément à la réglementation en vigueur ainsi que l'attestation de certification HVE le cas échéant.

Article III – 2 : Contrat pluriannuel

Lorsque les parties conviennent de conclure un contrat pluriannuel, la durée minimale du contrat est fixée à 3 campagnes vitivinicoles successives, conformément à l'article L631-24, point VI., du code rural et de la pêche maritime.

La transaction donne lieu, avant enlèvement, à l'établissement d'un contrat écrit comportant au moins toutes les clauses obligatoires énumérées au III de l'article L631-24 du code rural et de la pêche maritime, telles que mises à disposition dans le contrat d'achat pluriannuel en propriété annexé au présent accord.

Pour les transactions donnant lieu à l'établissement d'un contrat pluriannuel entre les parties, tel que décrit dans le présent article, les bordereaux de confirmation d'achat sont enregistrés par voie électronique sur le site internet www.vinsdeloire.pro, pour chacune des campagnes durant lesquelles le contrat est applicable.

TITRE IV – DELAIS DE PAIEMENT DES TRANSACTIONS ENTRE OPERATEURS

Article IV – 1 : Délais de paiement légaux

Pour les contrats ponctuels, les délais de paiement sont de 30 jours pour les raisins et les moûts à compter de la date de livraison. Ils sont de 60 jours pour les vins à compter de la date d'émission de la facture ou de livraison si la facture est établie par l'acheteur.

Article IV – 2 : Délais de paiement dérogatoires pour l'achat de raisins et de moûts

Lorsque les parties ont conclu un contrat de vente pluriannuel de raisins et moûts tel que prévu à l'article III – 2 du présent accord, les raisins et les moûts peuvent être réglés à partir de la date d'émission de la facture jusqu'au 31 août maximum de l'année qui suit la récolte en 8 mensualités de montant régulier.



Article IV – 3 : Délais de paiement dérogatoires pour l'achat de vins en vrac

Lorsque les parties ont conclu un contrat de vente pluriannuel de vin en vrac tel que prévu à l'article III – 2 du présent accord, le paiement peut être réglé en mensualités de montant équivalent, à partir de la date d'émission de la facture jusqu'au 31 août maximum de l'année qui suit la récolte.

Le solde, de montant égal aux autres mensualités, doit être payé au plus tard le 31 août de l'année qui suit la récolte.

Article IV – 4 : Acompte

En application de la dérogation prévue par le deuxième alinéa de l'article L665-3 du code rural et de la pêche maritime, les dispositions du premier alinéa de ce même article ne s'appliquent pas à l'ensemble des transactions de vins relevant du ressort d'InterLoire.

L'acheteur n'est donc pas tenu de verser, dans un délai de dix jours francs suivant la conclusion du contrat de vente, un acompte représentant au moins 15% du montant de la commande.

TITRE V – REGULATION DE L'OFFRE

Article V : Mesures de régulation du marché

Lors de chaque campagne, en application de l'article 167 du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles (« OCM ») du règlement OCM unique, ou de toute autre disposition s'y substituant, InterLoire peut adopter des décisions visant à établir des mesures de régulation de l'offre.

Ces décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale d'InterLoire, et ne peuvent être mises en œuvre qu'après approbation des ministères concernés.

TITRE VI – COTISATIONS INTERPROFESSIONNELLES

Article VI – 1 : Cadre juridique

Les produits IGP et AOP concernés par le présent Accord sont assujettis à une cotisation par hectolitre, dont le montant est défini à l'article VI – 3 du présent Accord.

Les cotisations interprofessionnelles sont appelées sur le fondement de l'article L 632-6 du code rural et de la pêche maritime, ou toute autre disposition s'y substituant.

Les cotisations interprofessionnelles sont facturées et recouvrées auprès des professionnels à la dernière adresse de leur siège social connue et notifiée à InterLoire.

Il appartient aux professionnels de communiquer à InterLoire toute modification de structure, création ou changement juridique dans lequel ils exercent, faute pour eux de s'exposer à ce que les cotisations interprofessionnelles soient établies et recouvrées au lieu de leur dernier exercice.

Article VI – 2 : Utilisation

En application de l'article 157 du règlement OCM et de l'article 7.2 des Statuts d'InterLoire, la cotisation finance les mesures prévues à l'article I – 2 du présent Accord.

Article VI – 3 : Montant de la cotisation

Le montant de la cotisation interprofessionnelle définie à l'article VI-1 du présent Accord est établi de la manière suivante pour la durée de l'application de l'Accord, sauf modification par avenant voté par l'Assemblée Générale d'InterLoire :

- A partir de la DRM d'août 2026, 4,00 € hors taxes par hectolitre pour les AOP,
- A partir de la DRM d'août 2026, 2,40 € hors taxes par hectolitre pour les IGP,
- et à titre dérogatoire, lors de l'entrée au sein d'InterLoire, une AOP pourra se voir appliquer le barème suivant :
 - 1,50 € hors taxes par hectolitre lors de la première campagne ou année civile au sein d'InterLoire,
 - 2,00 € hors taxes par hectolitre lors de la deuxième campagne ou année civile au sein d'InterLoire,
 - 2,50 € hors taxes par hectolitre à compter de la troisième campagne ou année civile au sein d'InterLoire. »

Article VI – 4 : Modalités de facturation et de recouvrement des cotisations interprofessionnelles

Article VI – 4 -1 : Facturation et paiement des cotisations

Le fait générateur de la cotisation est la première sortie des vins de la propriété. Cette sortie est reprise dans les données économiques transmises conformément aux dispositions de l'article II – 2 du présent Accord.

Les cotisations sont assises sur les volumes effectivement sortis de l'entrepôt suspensif de droits d'accises.

Dans le cas d'une vente de raisins, moûts et vins hors CRD à un négociant situé dans l'aire de production du ressort d'InterLoire, la cotisation est payée en totalité par le négociant. Dans tous les autres cas, la cotisation interprofessionnelle est payée en totalité par le producteur.

Suite aux achats de raisins et moûts des négociants vinificateurs, la facturation des cotisations interprofessionnelles est basée sur la présentation de la copie ou d'une édition de la déclaration de production sur la base des volumes réels obtenus et revendiqués.

Le délai de règlement de la cotisation interprofessionnelle est fixé à 60 jours à compter de la date de facturation.

Article VI – 4 -2 : Recouvrement des cotisations

Le recouvrement de ces cotisations interprofessionnelles est assuré par InterLoire, qui prend toutes mesures nécessaires à cette fin, dans le cadre fixé par les articles D632-7 à R632-8-9 du code rural et de la pêche maritime, ou de toute autre disposition s'y substituant.

L'ensemble des frais engagés par l'interprofession pour recouvrer des créances impayées après un premier rappel sont intégralement supportés par le débiteur, à hauteur du montant total exposé, les justificatifs correspondants pouvant être tenus à sa disposition.

La mise en demeure est adressée par InterLoire par lettre recommandée avec accusé de réception à la dernière adresse connue du professionnel concerné ; elle est réputée être délivrée dès lors qu'elle a fait l'objet d'un avis de mise en instance par l'administration postale ou par exploit d'huissier, étant rappelé que l'absence de réception ou de retrait de la lettre de mise en demeure ne fait pas obstacle à l'engagement d'une procédure de recouvrement forcé à l'encontre du débiteur.

En application de l'article L 632-7 du code rural et de la pêche maritime, InterLoire peut demander à l'administration des douanes le blocage des produits, dans les conditions et selon la procédure prévue aux articles R632-8-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ou toute autre disposition s'y substituant.

Article VI – 4 -3 : Evaluation d'office de l'assiette de la cotisation interprofessionnelle

Lorsque le professionnel concerné omet d'effectuer l'une des déclarations auxquelles il est assujéti en application du présent Accord, InterLoire peut, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai d'un mois, procéder à une évaluation d'office de l'assiette des cotisations interprofessionnelles, conformément aux dispositions de l'article L632-6 du code rural et de la pêche maritime, ou toute autre disposition s'y substituant.

La mise en demeure précise la ou les déclarations à produire (nature de la déclaration et période concernée). Elle précise que le professionnel dispose d'un mois pour faire parvenir les déclarations mentionnées et porte mention de ce qu'InterLoire, à défaut, peut évaluer la cotisation interprofessionnelle d'office en vertu des dispositions de l'article L.632-6 du code rural et de la pêche maritime.

La notification d'office porte mention de la période pour laquelle l'assiette de la cotisation interprofessionnelle est évaluée, précise le mode de calcul de l'évaluation et le montant des cotisations interprofessionnelles dues en application de cette évaluation. Elle est envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception.

Le calcul applicable pour l'assiette de cotisation se fait sur la base de l'écart constaté entre les derniers stocks connus.

Dans le cas où un écart ne peut être calculé, l'assiette de cotisation se base sur le volume revendu de la campagne concernée.

Dans le cas de ventes exclusives au négoce de vins revendus et en l'absence de DRM, l'assiette de cotisation s'appuie sur le volume proposé figurant sur le contrat d'achat en propriété.

La notification invite le professionnel concerné à produire ses observations et à en justifier par un document d'arrêté comptable correspondant à la période visée sur la notification.

J. F.

5

Les observations du professionnel et l'arrêté comptable justificatif doivent parvenir à InterLoire sous un délai de deux mois à compter de la réception par le professionnel de la notification d'évaluation d'office. En cas de non retrait d'une notification en instance postale, le délai court du jour de la première présentation de la notification au domicile du professionnel.

InterLoire adresse une réponse aux observations du professionnel, et joint l'appel de cotisation correspondant à la cotisation définitivement évaluée, laquelle est immédiatement exigible.

A défaut d'observations, et d'arrêté comptable en justifiant, parvenus dans ce délai à InterLoire, le professionnel est réputé avoir accepté l'évaluation telle que notifiée par InterLoire.

TITRE VII - SANCTIONS

Le non-respect des dispositions étendues est susceptible des sanctions prévues par les articles L 632 - 7 et R632-8 -1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ou toute autre disposition s'y substituant.

TITRE VIII – EXTENSION

Article VIII – 1 : Cadre juridique de l'extension de l'Accord et de ses avenants

Après adoption à l'unanimité des familles professionnelles représentées à l'Assemblée Générale d'InterLoire, cet Accord est soumis à la procédure d'extension prévue par l'article L 632 – 4 du code rural et de la pêche maritime, ou toute autre disposition s'y substituant.

En fonction des nécessités, des avenants de campagne pourront préciser/modifier des dispositions du présent Accord interprofessionnel. Ces avenants seront soumis à la même procédure d'extension que l'accord.

Article VIII – 2 : Cadre juridique de l'approbation des mesures de régulation de l'offre

Les décisions de mise en place de mesures de régulation de l'offre prévues à l'article 167 du règlement OCM sont approuvées par l'Assemblée Générale d'InterLoire et soumises à approbation des ministères concernés.

TITRE IX – DENOMINATION GEOGRAPHIQUE LOIRE

Afin d'assurer la notoriété du vignoble de Loire et de permettre à chaque IGP et AOP de bénéficier de l'ensemble de la promotion réalisée, il est recommandé que toutes les bouteilles commercialisées à partir de la date de cet Accord portent la dénomination géographique « VIN DE LOIRE » soit sur l'étiquette principale, soit sur la capsule ou sur la bouteille.

Certifié conforme au compte-rendu de l'Assemblée Générale d'InterLoire du 15 décembre 2025.

Fait à Tours, le 31 Mars 2026.

Le Président d'InterLoire et
du Conseil d'Orientation Stratégique d'InterLoire

Camille Masson
(*Collège Négoces*)

A blue ink signature consisting of several overlapping horizontal loops.

Le Président Délégué d'InterLoire

Joël Forgeau
(*Collège Viticulture*)

A blue ink signature with a large, stylized 'J' and 'F'.Handwritten initials 'J.F.' followed by a small 'S'.

Annexe 1 : Liste des AOP / IGP

AOP du ressort d'InterLoire
Anjou
Anjou-Coteaux de la Loire
Anjou-Villages
Anjou -Brissac
Bonnezeaux
Bourgueil
Cabernet d'Anjou
Chinon
Coteaux d'Ancenis
Coteaux de l'Aubance
Coteaux de Saumur
Coteaux du Layon
Coteaux-du-Loir
Coteaux-du-Vendômois
Crémant de Loire
Coulée de Serrant
Gros Plant du Pays Nantais
Haut-Poitou
Jasnières
Muscadet
Muscadet Coteaux de la Loire
Muscadet Cotes de Grandlieu
Muscadet Sèvre et Maine
Quarts de Chaume
Rosé d'Anjou
Rosé de Loire
Saint-Nicolas-de-Bourgueil
Saumur
Saumur-Champigny
Savennières
Savennières Roche aux Moines
Touraine
Touraine-Noble-Joué
Vouvray
IGP du ressort d'InterLoire
Val de Loire

Annexe 2 : Contrats

J. F.
S

InterLoire

62, rue Blaise Pascal - CS 61921

37019 TOURS CEDEX 1

Tél. 09 72 58 37 60

E-mail: contact@vinsdeloire.fr**INTERLOIRE**

Interprofession des Vins de la Vallée de Loire

**CONTRAT D'ACHAT EN PROPRIETE
PLURIANNUEL en Raisins et Moûts****Information – Portée du modèle de contrat interprofessionnel et liberté contractuelle des parties**

Le présent modèle de contrat intègre les clauses obligatoires prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour lesquelles des modèles de rédaction sont mis à disposition.

Sous réserve de l'intégration de ces clauses obligatoires, les parties demeurent libres d'adapter les stipulations du présent contrat à leur situation propre et peuvent, le cas échéant, y insérer toute clause complémentaire librement convenue entre elles.

Relations précontractuelles : initiative du producteur

Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur.

Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable.

Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.

La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat.

Entre les soussignés,**Raison sociale :**

N° CVI :

N° SIRET :

Adresse :

Raison sociale :

N° CVI :

N° SIRET :

Adresse :

Ci-après dénommé le vendeur,**Ci-après dénommé l'acheteur,****Le cas échéant, par l'intermédiaire de M./Mme :** **Courtier en vins, à :**

N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET :

En l'absence de signature du vendeur et de l'acheteur, le courtier, signataire du présent contrat, garantit l'exactitude de l'ensemble des informations portées sur ce document.

A été conclu le marché suivant :

Produit / Couleur / Cépage	Millésime	Type de transaction	Quantité proposée Poids en kg ou Volume en hl
☐ Bio		☐ Raisins	
☐ Avec nom de domaine utilisable par l'acheteur :		☐ Moûts	

Prix : Les parties conviennent d'un prix déterminé ou d'un prix déterminable**• PRIX DETERMINE**

Les parties conviennent du prix ferme suivant :

prix en toutes lettres :

- Prix Raisins : indiquer le prix payé en euros hors taxe par kilogramme de raisin
- Prix Moûts : indiquer le prix payé en euros hors taxe par hectolitre

Le prix sera révisé automatiquement à la hausse à la baisse selon une formule fixée librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de révision automatique du prix :

J.F.

• **PRIX DETERMINABLE**

Les parties conviennent de déterminer le prix selon une formule qu'ils fixent librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de détermination de prix :

L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible.

Vendeur assujetti à la TVA :

oui / non

Acheteur assujetti à la TVA : oui / non

Délais de paiement :

- ☐ Délai légal : Pour l'achat de raisins et moûts, il est de 30 jours après la date de livraison.
- ☐ Comptant
- ☐ Délai dérogatoire pour contrat pluriannuel de raisins et moûts (à partir de la date d'émission de la facture jusqu'au 31 août maximum de l'année qui suit la récolte en 8 mensualités de montant régulier)
- ☐ Délai inférieur au délai légal → *A préciser dessous*

Echéancier :

Conditions de retrait / d'enlèvement : Le produit sera :

- ☐ Retiré en totalité par l'acheteur
- ☐ Livré en totalité par le vendeur
- ☐ Retiré en partie par l'acheteur et Livré en partie par le vendeur

Date de début de retrait/livraison :/...../..... Date limite de retrait / livraison :/...../.....

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du présent contrat. Passé cette date, si l'enlèvement n'a pas été effectué, le vendeur peut, à sa convenance, résoudre le contrat par simple lettre recommandée ou facturer à l'acheteur les frais de garde qui sont fixés à €/hl par mois. L'émission de la facture ne peut en aucun cas être postérieure à la date stipulée pour l'enlèvement.

Clause de réserve de propriété (facultative) :

Si les parties entendent placer le présent contrat sous le régime de la réserve de propriété prévue par le code civil, en application de laquelle le vendeur se réserve la propriété des vins vendus jusqu'à parfait paiement de ceux-ci, cocher la case :

☐ Oui

Les conditions de la réserve de propriété sont :

Durée du contrat :

Le présent contrat est conclu pour une durée de années. Il expirera le/...../..... (durée minimale de 3 campagnes vitivinicoles successives).

Il entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties.

Tacite reconduction du contrat pour une durée d'un an à son échéance et à l'issue de chaque période de renouvellement :

☐ Oui

☐ Non

J.F.
5

Résiliation et préavis :

Les parties s'accordent sur des cas de résiliation du contrat, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.

En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation :	Délais de préavis :	Indemnités :
----------------------	---------------------	--------------

Force majeure :

Conformément à l'article 1218 du code civil, il y a force majeure si un événement échappe au contrôle de l'une des parties, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du présent contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de l'obligation par cette partie.

Si l'empêchement est temporaire : l'exécution de l'obligation du présent contrat est suspendue, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

Si l'empêchement est définitif : le présent contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations.

Aménagements contractuels relatifs à la force majeure [exemples] :

- Événements considérés comme cas de force majeure (liste non limitative) :
- Conditions de qualification de l'empêchement (temporaire / définitif) :
- Durée maximale de suspension des obligations / Délai à partir duquel l'empêchement est considéré comme définitif et justifie la résolution du contrat :
- Autre :

Litige :

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, préalablement à toute saisine du juge, il doit faire l'objet d'une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, d'une saisine du comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

[FACULTATIF] Autre dispositif de médiation ou d'arbitrage :

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur [à préciser].

Autres clauses convenues par les parties :

Les soussignés ont pris connaissance que toute fausse déclaration entraînera les sanctions prévues par l'article L.632-7 du Code rural et de la pêche maritime.

Fait à : Le :

Visa du courtier

Signature du vendeur

Signature de l'acheteur

Les contrats pluriannuels ne sont pas enregistrés par InterLoire, il n'est donc pas nécessaire de faire parvenir un exemplaire à l'interprofession.

J. F.
5

CONTRAT D'ACHAT EN PROPRIETE PLURIANNUEL en Vin conditionné

Information – Portée du modèle de contrat interprofessionnel et liberté contractuelle des parties

Le présent modèle de contrat intègre les clauses obligatoires prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour lesquelles des modèles de rédaction sont mis à disposition.

Sous réserve de l'intégration de ces clauses obligatoires, les parties demeurent libres d'adapter les stipulations du présent contrat à leur situation propre et peuvent, le cas échéant, y insérer toute clause complémentaire librement convenue entre elles.

Relations précontractuelles : initiative du producteur

Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur.

Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable.

Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.

La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat.

Entre les soussignés,

Raison sociale :
N° CVI :
N° SIRET :
Adresse :

Raison sociale :
N° CVI :
N° SIRET :
Adresse :

Ci-après dénommé le vendeur,

Ci-après dénommé l'acheteur,

Le cas échéant, par l'intermédiaire de M./Mme : Courtier en vins, à :

N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET :

En l'absence de signature du vendeur et de l'acheteur, le courtier, signataire du présent contrat, garantit l'exactitude de l'ensemble des informations portées sur ce document.

A été conclu le marché suivant :

Produit / Couleur / Cépage	Millésime	Type de transaction	Quantité proposée Nb de bouteilles ou Nb de BIB®
☐ Bio		☐ Vin conditionné en bouteilles / BIB® cl	
☐ Avec nom de domaine utilisable par l'acheteur :			

Prix : Les parties conviennent d'un prix déterminé ou d'un prix déterminable

• PRIX DETERMINE

Les parties conviennent du prix ferme suivant :

prix en toutes lettres :

- Prix Vin en Bouteilles, BIB®: indiquer le prix payé en euros hors taxe pour une bouteille, un BIB® et sa contenance (comprenant le vin, la mise, les matières sèches ...)

Le prix sera révisé automatiquement à la hausse à la baisse selon une formule fixée librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de révision automatique du prix :

J. F. C.

• PRIX DETERMINABLE

Les parties conviennent de déterminer le prix selon une formule qu'ils fixent librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de détermination de prix :

L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible.

Vendeur assujetti à la TVA : oui / non

Acheteur assujetti à la TVA : oui / non

Délais de paiement :

- ☐ Délai légal : Pour l'achat de vins, il est de 60 jours après la date d'émission de la facture. Si la facture est établie par l'acheteur, le délai court à compter de la date de livraison.
- ☐ Comptant
- ☐ Délai inférieur au délai légal → *A préciser ci-dessous*

Echéancier :

Acompte :

En application de la dérogation prévue par le deuxième alinéa de l'article L665-3 du code rural et de la pêche maritime, les dispositions du premier alinéa de ce même article ne s'appliquent pas à l'ensemble des transactions de vins relevant du ressort d'Inter Loire : ainsi, l'acheteur n'a pas à verser, dans un délai de dix jours francs suivant la conclusion du contrat de vente, un acompte représentant au moins 15% du montant de la commande.

Conditions de retrait / d'enlèvement : Le produit sera :

- ☐ Retiré en totalité par l'acheteur
- ☐ Livré en totalité par le vendeur
- ☐ Retiré en partie par l'acheteur et Livré en partie par le vendeur

Date de début de retrait/livraison :/...../..... Date limite de retrait / livraison :/...../.....

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du présent contrat. Passé cette date, si l'enlèvement n'a pas été effectué, le vendeur peut, à sa convenance, résoudre le contrat par simple lettre recommandée ou facturer à l'acheteur les frais de garde qui sont fixés à €/hl par mois. L'émission de la facture ne peut en aucun cas être postérieure à la date stipulée pour l'enlèvement.

Clause de réserve de propriété (facultative) :

Si les parties entendent placer le présent contrat sous le régime de la réserve de propriété prévue par le code civil, en application de laquelle le vendeur se réserve la propriété des vins vendus jusqu'à parfait paiement de ceux-ci, cocher la case:

☐ Oui

Les conditions de la réserve de propriété sont :

Durée du contrat :

Le présent contrat est conclu pour une durée de années. Il expirera le/...../..... (durée minimale de 3 campagnes vitivinicoles successives).

Il entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties.

Tacite reconduction du contrat pour une durée d'un an à son échéance et à l'issue de chaque période de renouvellement :

☐ Oui

☐ Non

Signature

Résiliation et préavis :

Les parties s'accordent sur des cas de résiliation du contrat, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.

En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation :	Délais de préavis :	Indemnités :
----------------------	---------------------	--------------

Force majeure :

Conformément à l'article 1218 du code civil, il y a force majeure si un événement échappe au contrôle de l'une des parties, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du présent contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de l'obligation par cette partie.

Si l'empêchement est temporaire : l'exécution de l'obligation du présent contrat est suspendue, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

Si l'empêchement est définitif : le présent contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations.

Aménagements contractuels relatifs à la force majeure [exemples] :

- Événements considérés comme cas de force majeure (liste non limitative) :
- Conditions de qualification de l'empêchement (temporaire / définitif) :
- Durée maximale de suspension des obligations / Délai à partir duquel l'empêchement est considéré comme définitif et justifie la résolution du contrat :
- Autre :

Litige :

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, préalablement à toute saisine du juge, il doit faire l'objet d'une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, d'une saisine du comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

[FACULTATIF] Autre dispositif de médiation ou d'arbitrage :

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur [à préciser].

Autres clauses convenues par les parties :

Les soussignés ont pris connaissance que toute fausse déclaration entraînera les sanctions prévues par l'article L.632-7 du Code rural et de la pêche maritime.

Fait à :

Le :

Visa du courtier

Signature du vendeur

Signature de l'acheteur

Les contrats pluriannuels ne sont pas enregistrés par InterLoire, il n'est donc pas nécessaire de faire parvenir un exemplaire à l'interprofession.

J. F. 4

2-1-1

CONTRAT D'ACHAT EN PROPRIETE PLURIANNUEL en Vin vrac

Information – Portée du modèle de contrat interprofessionnel et liberté contractuelle des parties

Le présent modèle de contrat intègre les clauses obligatoires prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour lesquelles des modèles de rédaction sont mis à disposition.

Sous réserve de l'intégration de ces clauses obligatoires, les parties demeurent libres d'adapter les stipulations du présent contrat à leur situation propre et peuvent, le cas échéant, y insérer toute clause complémentaire librement convenue entre elles.

Relations précontractuelles : initiative du producteur

Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur.

Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable.

Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.

La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat.

Entre les soussignés,

Raison sociale :	Raison sociale :
N° CVI :	N° CVI :
N° SIRET :	N° SIRET :
Adresse :	Adresse :

Ci-après dénommé le vendeur,

Ci-après dénommé l'acheteur,

Le cas échéant, par l'intermédiaire de M./Mme : Courtier en vins, à :

N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET :

En l'absence de signature du vendeur et de l'acheteur, le courtier, signataire du présent contrat, garantit l'exactitude de l'ensemble des informations portées sur ce document.

A été conclu le marché suivant :

Produit / Couleur / Cépage	Millésime	Type de transaction	Quantité proposée Volume en hl
☐ Bio		☐ Vin vrac	
☐ Avec nom de domaine utilisable par l'acheteur :			

Prix : Les parties conviennent d'un prix déterminé ou d'un prix déterminable

• PRIX DETERMINE

Les parties conviennent du prix ferme suivant :

prix en toutes lettres :

- Prix Vin Vrac : indiquer le prix payé en euros hors taxe par hectolitre

Le prix sera révisé automatiquement à la hausse à la baisse selon une formule fixée librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de révision automatique du prix :

Handwritten signature/initials

• PRIX DETERMINABLE

Les parties conviennent de déterminer le prix selon une formule qu'ils fixent librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de détermination de prix :

L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible.

Vendeur assujetti à la TVA : oui / non

Acheteur assujetti à la TVA : oui / non

Délais de paiement :

- ☐ Délai légal : Pour l'achat de vins, il est de 60 jours après la date d'émission de la facture. Si la facture est établie par l'acheteur, le délai court à compter de la date de livraison.
- ☐ Comptant
- ☐ Délai dérogatoire pour contrat pluriannuel de vins vrac (en mensualités de montant équivalent, à partir de la date d'émission de la facture jusqu'au 31 août maximum de l'année qui suit la récolte)
- ☐ Délai inférieur au délai légal → *A préciser ci-dessous*

Echéancier :

Acompte :

En application de la dérogation prévue par le deuxième alinéa de l'article L665-3 du code rural et de la pêche maritime, les dispositions du premier alinéa de ce même article ne s'appliquent pas à l'ensemble des transactions de vins relevant du ressort d'Inter Loire : ainsi, l'acheteur n'a pas à verser, dans un délai de dix jours francs suivant la conclusion du contrat de vente, un acompte représentant au moins 15% du montant de la commande.

Conditions de retrait / d'enlèvement : Le produit sera :

- ☐ Retiré en totalité par l'acheteur
- ☐ Livré en totalité par le vendeur
- ☐ Retiré en partie par l'acheteur et Livré en partie par le vendeur

Date de début de retrait/livraison :/...../..... Date limite de retrait / livraison :/...../.....

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du présent contrat. Passé cette date, si l'enlèvement n'a pas été effectué, le vendeur peut, à sa convenance, résoudre le contrat par simple lettre recommandée ou facturer à l'acheteur les frais de garde qui sont fixés à €/hl par mois. L'émission de la facture ne peut en aucun cas être postérieure à la date stipulée pour l'enlèvement.

Clause de réserve de propriété (facultative):

Si les parties entendent placer le présent contrat sous le régime de la réserve de propriété prévue par le code civil, en application de laquelle le vendeur se réserve la propriété des vins vendus jusqu'à parfait paiement de ceux-ci, cocher la case :

☐ Oui

Les conditions de la réserve de propriété sont :

Durée du contrat :

Le présent contrat est conclu pour une durée de années. Il expirera le/...../..... (durée minimale de 3 campagnes vitivinicoles successives).

Il entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties.

Tacite reconduction du contrat pour une durée d'un an à son échéance et à l'issue de chaque période de renouvellement :

☐ Oui

☐ Non

Handwritten signature and initials in blue ink.

Résiliation et préavis :

Les parties s'accordent sur des cas de résiliation du contrat, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.

En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation :	Délais de préavis :	Indemnités :
----------------------	---------------------	--------------

Force majeure :

Conformément à l'article 1218 du code civil, il y a force majeure si un événement échappe au contrôle de l'une des parties, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du présent contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de l'obligation par cette partie.

Si l'empêchement est temporaire : l'exécution de l'obligation du présent contrat est suspendue, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

Si l'empêchement est définitif : le présent contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations.

Aménagements contractuels relatifs à la force majeure [exemples] :

- Événements considérés comme cas de force majeure (liste non limitative) :
- Conditions de qualification de l'empêchement (temporaire / définitif) :
- Durée maximale de suspension des obligations / Délai à partir duquel l'empêchement est considéré comme définitif et justifie la résolution du contrat :
- Autre :

Litige :

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, préalablement à toute saisine du juge, il doit faire l'objet d'une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, d'une saisine du comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

[FACULTATIF] Autre dispositif de médiation ou d'arbitrage :

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur [à préciser].

Autres clauses convenues par les parties :

Les soussignés ont pris connaissance que toute fausse déclaration entraînera les sanctions prévues par l'article L.632-7 du Code rural et de la pêche maritime.

Fait à : Le :

Visa du courtier

Signature du vendeur

Signature de l'acheteur

Les contrats pluriannuels ne sont pas enregistrés par InterLoire, il n'est donc pas nécessaire de faire parvenir un exemplaire à l'interprofession.

J.F. 4

25

CONTRAT D'ACHAT EN PROPRIETE PONCTUEL en Raisins et Moûts

Information – Portée du modèle de contrat interprofessionnel et liberté contractuelle des parties

Le présent modèle de contrat intègre les clauses obligatoires prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour lesquelles des modèles de rédaction sont mis à disposition.

Sous réserve de l'intégration de ces clauses obligatoires, les parties demeurent libres d'adapter les stipulations du présent contrat à leur situation propre et peuvent, le cas échéant, y insérer toute clause complémentaire librement convenue entre elles.

Relations précontractuelles : initiative du producteur

Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur.

Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable.

Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.

La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat.

Entre les soussignés,

Raison sociale :	Raison sociale :
N° CVI :	N° CVI :
N° SIRET :	N° SIRET :
Adresse :	Adresse :

Ci-après dénommé le vendeur,

Ci-après dénommé l'acheteur,

Le cas échéant, par l'intermédiaire de M./Mme : **Courtier en vins, à :**

N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET :

En l'absence de signature du vendeur et de l'acheteur, le courtier, signataire du présent contrat, garantit l'exactitude de l'ensemble des informations portées sur ce document.

A été conclu le marché suivant :

Produit / Couleur / Cépage	Millésime	Type de transaction	Quantité proposée Poids en kg ou Volume en hl
☐ Bio		☐ Raisins	
☐ Avec nom de domaine utilisable par l'acheteur :		☐ Moûts	

Prix : Les parties conviennent d'un prix déterminé ou d'un prix déterminable

• PRIX DETERMINE

Les parties conviennent du prix ferme suivant :

prix en toutes lettres :

- Prix Raisins : indiquer le prix payé en euros hors taxe par kilogramme de raisin
- Prix Moûts : indiquer le prix payé en euros hors taxe par hectolitre

Le prix sera révisé automatiquement à la hausse à la baisse selon une formule fixée librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de révision automatique du prix :

J.F.L.

• **PRIX DETERMINABLE**

Les parties conviennent de déterminer le prix selon une formule qu'ils fixent librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de détermination de prix :

L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible.

Vendeur assujetti à la TVA : oui / non

Acheteur assujetti à la TVA : oui / non

Délais de paiement :

- ☐ Délai légal pour contrat annuel de raisins et moûts (30 jours après la date de livraison)
- ☐ Comptant
- ☐ Délai inférieur au délai légal → *A préciser dessous*

Echéancier :

Conditions de retrait / d'enlèvement : Le produit sera :

- ☐ Retiré en totalité par l'acheteur
- ☐ Livré en totalité par le vendeur
- ☐ Retiré en partie par l'acheteur et Livré en partie par le vendeur

Date de début de retrait/livraison :/...../..... Date limite de retrait / livraison :/...../.....

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du présent contrat. Passé cette date, si l'enlèvement n'a pas été effectué, le vendeur peut, à sa convenance, résoudre le contrat par simple lettre recommandée ou facturer à l'acheteur les frais de garde qui sont fixés à €/hl par mois. L'émission de la facture ne peut en aucun cas être postérieure à la date stipulée pour l'enlèvement.

Clause de réserve de propriété (facultative) :

Si les parties entendent placer le présent contrat sous le régime de la réserve de propriété prévue par le code civil, en application de laquelle le vendeur se réserve la propriété des vins vendus jusqu'à parfait paiement de ceux-ci, cocher la case :

☐ Oui

Les conditions de la réserve de propriété sont :

Résiliation :

Les parties s'accordent sur des cas de résiliation du contrat, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.

En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation :	Délais de préavis :	Indemnités :

Force majeure :

Conformément à l'article 1218 du code civil, il y a force majeure si un événement échappe au contrôle de l'une des parties, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du présent contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de l'obligation par cette partie.

Si l'empêchement est temporaire : l'exécution de l'obligation du présent contrat est suspendue, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

Si l'empêchement est définitif : le présent contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations.

Aménagements contractuels relatifs à la force majeure [exemples] :

- Événements considérés comme cas de force majeure (liste non limitative) :
- Conditions de qualification de l'empêchement (temporaire / définitif) :
- Durée maximale de suspension des obligations / Délai à partir duquel l'empêchement est considéré comme définitif et justifie la résolution du contrat :
- Autre :

Litige :

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, préalablement à toute saisine du juge, il doit faire l'objet d'une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, d'une saisine du comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

[FACULTATIF] Autre dispositif de médiation ou d'arbitrage :

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur [à préciser].

Autres clauses convenues par les parties :

Les soussignés ont pris connaissance que toute fausse déclaration entraînera les sanctions prévues par l'article L.632-7 du Code rural et de la pêche maritime.

Fait à : Le :

Visa du courtier

Signature du vendeur

Signature de l'acheteur

Les contrats pluriannuels ne sont pas enregistrés par InterLoire, il n'est donc pas nécessaire de faire parvenir un exemplaire à l'interprofession.

J.F. 5

2.5.5

CONTRAT D'ACHAT EN PROPRIETE PONCTUEL en Vin conditionné

Information – Portée du modèle de contrat interprofessionnel et liberté contractuelle des parties

Le présent modèle de contrat intègre les clauses obligatoires prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour lesquelles des modèles de rédaction sont mis à disposition.

Sous réserve de l'intégration de ces clauses obligatoires, les parties demeurent libres d'adapter les stipulations du présent contrat à leur situation propre et peuvent, le cas échéant, y insérer toute clause complémentaire librement convenue entre elles.

Relations précontractuelles : initiative du producteur

Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur.

Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable.

Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.

La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat.

Entre les soussignés,

Raison sociale :	Raison sociale :
N° CVI :	N° CVI :
N° SIRET :	N° SIRET :
Adresse :	Adresse :

Ci-après dénommé le vendeur,

Ci-après dénommé l'acheteur,

Le cas échéant, par l'intermédiaire de M./Mme : Courtier en vins, à :

N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET :

En l'absence de signature du vendeur et de l'acheteur, le courtier, signataire du présent contrat, garantit l'exactitude de l'ensemble des informations portées sur ce document.

A été conclu le marché suivant :

Produit / Couleur / Cépage	Millésime	Type de transaction	Quantité proposée Nb de bouteilles ou Nb de BIB®
☐ Bio		☐ Vin conditionné en bouteilles / BIB® cl	
☐ Avec nom de domaine utilisable par l'acheteur :			

Prix : Les parties conviennent d'un prix déterminé ou d'un prix déterminable

• PRIX DETERMINE

Les parties conviennent du prix ferme suivant :

prix en toutes lettres :

- Prix Vin en Bouteilles, BIB®: indiquer le prix payé en euros hors taxe pour une bouteille, un BIB® et sa contenance (comprenant le vin, la mise, les matières sèches ...)

Le prix sera révisé automatiquement à la hausse à la baisse selon une formule fixée librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de révision automatique du prix :

J. F. - 5

• **PRIX DETERMINABLE**

Les parties conviennent de déterminer le prix selon une formule qu'ils fixent librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de détermination de prix :

L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible.

Vendeur assujetti à la TVA : oui / non

Acheteur assujetti à la TVA : oui / non

Délais de paiement :

- ☐ Délai légal pour contrat annuel de vins conditionnés (60 jours après la date d'émission de la facture. Si la facture est établie par l'acheteur, le délai court à compter de la date de livraison)
- ☐ Comptant
- ☐ Délai inférieur au délai légal → *A préciser dessous*

Echéancier :

Acompte :

En application de la dérogation prévue par le deuxième alinéa de l'article L665-3 du code rural et de la pêche maritime, les dispositions du premier alinéa de ce même article ne s'appliquent pas à l'ensemble des transactions de vins relevant du ressort d'Inter Loire : ainsi, l'acheteur n'a pas à verser, dans un délai de dix jours francs suivant la conclusion du contrat de vente, un acompte représentant au moins 15% du montant de la commande.

Conditions de retrait / d'enlèvement : Le produit sera :

- ☐ Retiré en totalité par l'acheteur
- ☐ Livré en totalité par le vendeur
- ☐ Retiré en partie par l'acheteur et Livré en partie par le vendeur

Date de début de retrait/livraison :/...../..... Date limite de retrait / livraison :/...../.....

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du présent contrat. Passé cette date, si l'enlèvement n'a pas été effectué, le vendeur peut, à sa convenance, résoudre le contrat par simple lettre recommandée ou facturer à l'acheteur les frais de garde qui sont fixés à €/hl par mois. L'émission de la facture ne peut en aucun cas être postérieure à la date stipulée pour l'enlèvement.

Clause de réserve de propriété (facultative) :

Si les parties entendent placer le présent contrat sous le régime de la réserve de propriété prévue par le code civil, en application de laquelle le vendeur se réserve la propriété des vins vendus jusqu'à parfait paiement de ceux-ci, cocher la case

☐ Oui

Les conditions de la réserve de propriété sont :

Résiliation :

Les parties s'accordent sur des cas de résiliation du contrat, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités.

Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.

En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation :

Délais de préavis :

Indemnités :

Force majeure :

Conformément à l'article 1218 du code civil, il y a force majeure si un événement échappe au contrôle de l'une des parties, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du présent contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de l'obligation par cette partie.

Si l'empêchement est temporaire : l'exécution de l'obligation du présent contrat est suspendue, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

Si l'empêchement est définitif : le présent contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations.

Aménagements contractuels relatifs à la force majeure [exemples] :

- Événements considérés comme cas de force majeure (liste non limitative) :
- Conditions de qualification de l'empêchement (temporaire / définitif) :
- Durée maximale de suspension des obligations / Délai à partir duquel l'empêchement est considéré comme définitif et justifie la résolution du contrat :
- Autre :

Litige :

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, préalablement à toute saisine du juge, il doit faire l'objet d'une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, d'une saisine du comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

[FACULTATIF] Autre dispositif de médiation ou d'arbitrage :

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur [à préciser].

Autres clauses convenues par les parties :

Les soussignés ont pris connaissance que toute fausse déclaration entraînera les sanctions prévues par l'article L.632-7 du Code rural et de la pêche maritime.

Fait à : Le :

Visa du courtier

Signature du vendeur

Signature de l'acheteur

Les contrats pluriannuels ne sont pas enregistrés par InterLoire, il n'est donc pas nécessaire de faire parvenir un exemplaire à l'interprofession.

Y.F.
5

J. F. S.

InterLoire

62, rue Blaise Pascal - CS 61921
37019 TOURS CEDEX 1
Tél. 09 72 58 37 60
E-mail: contact@vinsdeloire.fr



CONTRAT D'ACHAT EN PROPRIETE PONCTUEL en Vin vrac

Information – Portée du modèle de contrat interprofessionnel et liberté contractuelle des parties

Le présent modèle de contrat intègre les clauses obligatoires prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour lesquelles des modèles de rédaction sont mis à disposition.

Sous réserve de l'intégration de ces clauses obligatoires, les parties demeurent libres d'adapter les stipulations du présent contrat à leur situation propre et peuvent, le cas échéant, y insérer toute clause complémentaire librement convenue entre elles.

Relations précontractuelles : initiative du producteur

Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur.

Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable.

Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.

La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat.

Entre les soussignés,**Raison sociale :**

N° CVI :

N° SIRET :

Adresse :

Raison sociale :

N° CVI :

N° SIRET :

Adresse :

Ci-après dénommé le vendeur,**Ci-après dénommé l'acheteur,****Le cas échéant, par l'intermédiaire de M./Mme :** **Courtier en vins, à :**

N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET :

En l'absence de signature du vendeur et de l'acheteur, le courtier, signataire du présent contrat, garantit l'exactitude de l'ensemble des informations portées sur ce document.

A été conclu le marché suivant :

Produit / Couleur / Cépage	Millésime	Type de transaction	Quantité proposée Volume en hl
☐ Bio		☐ Vin vrac	
☐ Avec nom de domaine utilisable par l'acheteur :			

Prix : Les parties conviennent d'un prix déterminé ou d'un prix déterminable**• PRIX DETERMINE**

Les parties conviennent du prix ferme suivant :

prix en toutes lettres :

- Prix Vin Vrac : indiquer le prix payé en euros hors taxe par hectolitre

Le prix sera révisé automatiquement à la hausse à la baisse selon une formule fixée librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de révision automatique du prix :

• PRIX DETERMINABLE

Les parties conviennent de déterminer le prix selon une formule qu'ils fixent librement en intégrant et en pondérant au moins les indicateurs suivants :

- Un ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts),
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix,
- Un ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges.

Formule de détermination de prix :

L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible.

Vendeur assujetti à la TVA : oui / non

Acheteur assujetti à la TVA : oui / non

Délais de paiement :

- ☐ Délai légal pour contrat annuel de vins vrac (60 jours après la date d'émission de la facture. Si la facture est établie par l'acheteur, le délai court à compter de la date de livraison)
- ☐ Comptant
- ☐ Délai inférieur au délai légal → A préciser dessous

Echéancier :

Acompte :

En application de la dérogation prévue par le deuxième alinéa de l'article L665-3 du code rural et de la pêche maritime, les dispositions du premier alinéa de ce même article ne s'appliquent pas à l'ensemble des transactions de vins relevant du ressort d'Inter Loire : ainsi, l'acheteur n'a pas à verser, dans un délai de dix jours francs suivant la conclusion du contrat de vente, un acompte représentant au moins 15% du montant de la commande.

Conditions de retrait / d'enlèvement : Le produit sera :

- ☐ Retiré en totalité par l'acheteur
- ☐ Livré en totalité par le vendeur
- ☐ Retiré en partie par l'acheteur et Livré en partie par le vendeur

Date de début de retrait/livraison :/...../..... Date limite de retrait / livraison :/...../.....

A défaut d'indication, l'enlèvement est effectué par l'acheteur dans les 30 jours à compter de la date de signature du présent contrat. Passé cette date, si l'enlèvement n'a pas été effectué, le vendeur peut, à sa convenance, résoudre le contrat par simple lettre recommandée ou facturer à l'acheteur les frais de garde qui sont fixés à €/hl par mois. L'émission de la facture ne peut en aucun cas être postérieure à la date stipulée pour l'enlèvement.

Clause de réserve de propriété (facultative) :

Si les parties entendent placer le présent contrat sous le régime de la réserve de propriété prévue par le code civil, en application de laquelle le vendeur se réserve la propriété des vins vendus jusqu'à parfait paiement de ceux-ci, cocher la case ci-contre. Acceptation de l'acheteur : Oui

Les conditions de la réserve de propriété sont :

Résiliation :

Les parties s'accordent sur des cas de résiliation du contrat, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités.

Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.

En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation :

Délais de préavis :

Indemnités :

J.F. n

Force majeure :

Conformément à l'article 1218 du code civil, il y a force majeure si un événement échappe au contrôle de l'une des parties, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du présent contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de l'obligation par cette partie.

Si l'empêchement est temporaire : l'exécution de l'obligation du présent contrat est suspendue, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

Si l'empêchement est définitif : le présent contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations.

Aménagements contractuels relatifs à la force majeure [exemples] :

- Événements considérés comme cas de force majeure (liste non limitative) :
- Conditions de qualification de l'empêchement (temporaire / définitif) :
- Durée maximale de suspension des obligations / Délai à partir duquel l'empêchement est considéré comme définitif et justifie la résolution du contrat :
- Autre :

Litige :

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, préalablement à toute saisine du juge, il doit faire l'objet d'une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, d'une saisine du comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

[FACULTATIF] Autre dispositif de médiation ou d'arbitrage :

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur [à préciser].

Autres clauses convenues par les parties :

Les soussignés ont pris connaissance que toute fausse déclaration entraînera les sanctions prévues par l'article L.632-7 du Code rural et de la pêche maritime.

Fait à : Le :

Visa du courtier

Signature du vendeur

Signature de l'acheteur

Les contrats pluriannuels ne sont pas enregistrés par InterLoire, il n'est donc pas nécessaire de faire parvenir un exemplaire à l'interprofession.

J.F.
5

1. f. 2